

# L'anarchisme dans le contexte actuel

Tomás Ibáñez

## LE NOUVEAU TOTALITARISME : PROLÉGOMÈNES

Comme le dit Daniel Colson<sup>1</sup>,

« L'anarchisme ne se présente pas sous la forme d'une histoire continue, d'un projet et d'un programme fait pour durer [...] il se caractérise au contraire par une discontinuité [...]. Discontinuité et hétérogénéité d'expériences et de mouvements... »

En effet, loin d'être une entité abstraite qui surplomberait l'histoire et les sociétés, l'anarchisme, ainsi qu'il en va pour toute production humaine, se forge et se développe dans des circonstances sociales, politiques, économiques, culturelles et historiques qui sont à la fois singulières à chaque instant, et changeantes au cours du temps. Dans la mesure où ces circonstances lui confèrent certains de ses traits il s'ensuit que si l'on veut comprendre l'anarchisme contemporain il faut nous interroger, notamment, sur son contexte actuel.

**10 • L'ANARCHISME DANS LE CONTEXTE ACTUEL**

Cette interrogation n'est pas facile car, en tant qu'elle constitue une réalité complexe et polymorphe, l'époque actuelle peut être caractérisée de multiples manières qui ont pour la plupart d'entre elles de bons arguments sur lesquels s'étayer. Il semble cependant qu'il y a un aspect sur lequel l'unanimité peut se faire sans trop de difficulté : il s'agit de l'importance que revêt la croissante digitalisation du monde, non seulement comme un élément qui transforme déjà en profondeur nos conditions d'existence, mais, de plus, comme un phénomène qui est appelé à les transformer de manière encore beaucoup plus radicale et dans un délai très bref.

L'une de ces transformations est particulièrement inquiétante car elle porte en elle une nouvelle forme de totalitarisme qui risque de faire apparaître comme tout à fait anodines ses formes historiques antérieures. La gestation de cette nouvelle forme de totalitarisme coïncide dans le temps, et ce n'est peut-être pas un hasard, avec l'effondrement de la vision du monde que nous avait léguée l'idéologie des Lumières et que l'Occident a fait sienne pendant plusieurs siècles.

Bref, le développement d'un nouveau totalitarisme puissamment impulsé par la révolution informatique et par la digitalisation du monde, d'une part, et, d'autre part, le délitement du cadre référentiel qui nous orientait jusqu'à présent, dessinent un nouveau contexte qui ne peut pas ne pas retentir sur l'anarchisme contemporain et en conditionner les pratiques ainsi que les conceptions que s'en font les anarchistes actuels. Ce qui suit est une tentative de cerner au plus près et sans en économiser les détails la nouvelle réalité aussi bien matérielle que symbolique dans laquelle lutte aujourd'hui l'anarchisme ; c'est, si l'on veut une manière de planter le décor au sein duquel prennent place les nouvelles formes de résistance libertaires.

**LE SIGNE DE NOTRE ÉPOQUE : LA DIGITALISATION DU MONDE**

Il n'échappe à personne que la révolution informatique est en train de construire un nouveau monde et que les conditions d'existence au sein d'une société équipée des outils créés par cette révolution diffèrent énormément de celles des sociétés qui en sont dépourvues. Le nombre de domaines qui accusent les effets de cette révolution croît sans cesse et englobe aussi bien la sphère de l'économie (production et distribution de marchandises, transactions commerciales,

marchés financiers, services de tout type, etc.), que le domaine médical (biotechnologies, chirurgie robotisée, diagnostic par l'image, etc.), sans oublier celui de la communication et des relations sociales (smartphones, moteurs de recherche, réseaux sociaux, etc.), pour n'en citer que quelques-uns.

En conséquence, il n'est nul besoin d'être un usager des ordinateurs, ni un assidu des réseaux sociaux, pour se retrouver totalement immergé dans le monde digital. Il suffit pour cela que l'on soit un usager et un consommateur de services, qu'ils soient financiers comme dans le cas des cartes bancaires, ou de tout autre type, tels que l'électricité, l'eau courante, les transports aériens, etc., et il se trouve qu'être immergé dans le monde digital implique, entre autres choses, que l'on devient tout à la fois une source constante de données et une cible soumise à un contrôle permanent.

En laissant de côté un certain nombre d'applications de l'informatique, telles que le développement de l'intelligence artificielle, dont les effets sur le marché du travail et sur le phénomène du travail lui-même s'annoncent considérables, ou encore le développement des biotechnologies dont les effets prévisibles sur la constitution même de l'être humain ont de quoi donner le frisson, c'est sa colossale capacité d'obtenir et de traiter l'information en quantités pratiquement infinies et de façon presque instantanée qui augure l'émergence d'un totalitarisme de nouveau type.

Cette particularité de l'informatique fait qu'il n'est plus nécessaire de ne récolter et de ne conserver que les données susceptibles d'être utiles, puisque l'on est en mesure d'enregistrer tout ce qui a la forme d'une donnée, indépendamment de l'utilité qu'elle pourrait avoir dans l'immédiat, pour le cas, même improbable, où cette utilité apparaîtrait un beau jour (une exhaustivité qui ne s'embarrasse pas de discriminations a priori et qui n'est pas sans évoquer l'horrible consigne « Tuez les tous, Dieu reconnaîtra les siens » attribuée à l'abbé Amalric). Aujourd'hui déjà, mais demain encore plus, ces données n'émaneront pas seulement des actions exécutées par les individus mais d'une pléthore d'objets interconnectés qui peupleront leur environnement, ainsi que de bio-senseurs et de nano-détecteurs, dont certains, tels les microchips RFID (identificateurs par radiofréquence), peuvent même être implantés de manière sous-cutanée.

**QUELQUES INDICATEURS DE LA VITESSE ET DE L'AMPLITUDE DU PROCESSUS DE DIGITALISATION DU MONDE**

Pour se faire une idée de la vitesse à laquelle s'effectue la digitalisation du monde rappelons que l'omniprésent Google n'est apparu qu'en 1998, que Gmail a été créé en 2004, et que Google Earth ne date que de 2005. Des services qui nous semblent aujourd'hui absolument indispensables n'existent, pour les plus anciens, que depuis une vingtaine d'années. Il en va de même pour les téléphones dits *intelligents* et leurs abondantes applications qui n'ont guère qu'une dizaine d'années d'existence, ainsi que pour Facebook qui n'a été disponible en accès libre qu'en 2006, l'année où fut lancé également Twitter, tandis que WhatsApp n'apparaît qu'en 2009.

Pour juger maintenant de l'ampleur du phénomène, rappelons qu'il y a à peu près 3000 millions d'utilisateurs de téléphones dits *intelligents*, que quelque 40 000 millions de messages sont envoyés quotidiennement par WhatsApp ainsi que quelque 1500 millions de photographies, qu'il y a plus de deux milliards d'utilisateurs actifs de Facebook, plus de 900 millions d'utilisateurs de Gmail, et que Google reçoit plus de mille milliards de consultations annuelles, soit plus de trois milliards de consultations quotidiennes. Des chiffres tout à fait astronomiques que l'on a le plus grand mal à se représenter.

En fait, on peut distinguer deux grands ensembles de retombées qui sont liées à l'énorme capacité d'obtenir et de traiter de l'information et au caractère centralisé de la gestion de l'information digitale. L'un concerne le développement de l'économie digitale qui comporte, notamment, la rentabilisation économique de la capacité d'obtenir et de traiter des données massives (*Big Data*) concernant les *consommateurs de quoi que ce soit*. L'autre, et c'est celle qui nous intéresse ici, concerne le domaine politique.

Les effets de la révolution informatique dans ce domaine sont multiples et l'on peut songer, par exemple, aux conséquences politiques qui découlent du fait que l'on puisse connaître en temps

réel, seconde à seconde, les préoccupations, les intérêts, les réactions de la population face à un événement ou à une décision politique, ou encore aux transformations qu'impriment les réseaux sociaux aux campagnes électorales et à la formation de l'opinion publique.

#### LE NOUVEAU TOTALITARISME ET LE PRINCIPE DE PRÉVENTION

Ces effets dans le domaine politique sont bien loin d'être anodins mais c'est un phénomène autrement préoccupant qui devrait nous inquiéter puisqu'il s'agit, tout bonnement, de l'essor de ce *totalitarisme de nouveau type* auquel j'ai fait allusion en début d'article. La mise sur pied de ce totalitarisme n'est pas sans rapport avec l'énorme *accélération du rythme des changements* que provoque la révolution digitale. En effet, ce sont les cycles d'obsolescence des objets technologiques, mais aussi de tout ce qui est nouveau, qui s'écourtent de plus en plus et qui entraînent des changements incessants.

Cette forte accélération des changements qui bousculent le cadre de vie des populations se traduit dans bien des cas par une désorientation qui suscite à son tour un fort *sentiment d'insécurité*, car il devient difficile de pouvoir projeter le présent sur le futur, ou d'inférer le futur à partir du présent. Cette difficulté fait que s'installe dans certains secteurs l'idée que *l'avenir cesse d'être notre affaire*, qu'il échappe à nos possibilités d'intervenir sur sa configuration et, du coup, c'est aussi le présent lui-même qui cesse peu à peu d'être notre affaire puisque nous ne parvenons pas à savoir comment agir en son sein pour préparer le lendemain. C'est dans cette *opacité du futur plus ou moins immédiat* que réside l'une des grandes différences avec des époques antérieures où, pour ainsi dire, *les changements prenaient leur temps*. Ce qui se trouve ébranlé par cette opacité c'est la confiance dans le futur, telle que nous l'avait léguée l'idéologie de la modernité, et ce qui la remplace c'est la crainte et l'insécurité qui accompagnent souvent toute incursion dans l'inconnu.

Ce sentiment d'insécurité à propos de ce que nous réserve un futur immédiat hautement incertain, et donc menaçant, favorise le déploiement et l'acceptation de mesures de prévention destinées à agir avant que les menaces ne se transforment en dommages,

parfois catastrophiques. Le nouveau totalitarisme qui s'avoisine requiert que se propage et que s'enracine dans la société un *discours de la prévention* qui prédispose les populations à tolérer, et même à exiger la restriction des libertés en légitimant une sorte d'état d'exception permanent qui est le propre de l'*État sécuritaire*, c'est-à-dire du type d'institution étatique appelée à héberger ce nouveau totalitarisme.

Aujourd'hui, grâce à la digitalisation du monde, l'État sécuritaire est déjà bien avancé. Tout semble indiquer que si nous ne trouvons pas la manière de déjouer ses opérations et de résister à ses stratagèmes il disposera bientôt (tout va très vite !) des moyens lui permettant d'exercer un contrôle *total* sur les individus, de les rendre totalement transparents, et de clôturer toutes les lignes de fuite qui leur permettraient de se soustraire au regard qui les scrute en permanence et qui vampirise jusqu'à la moindre goutte l'information les concernant et qu'eux-mêmes produisent en partie.

Il est clair que pour contrôler l'évolution des menaces contre notre sécurité et pour tenter de les faire avorter, la prévention requiert une surveillance exhaustive et permanente. Même s'il est vrai que le souci de la prévention et du contrôle ne date pas d'hier (les services de police n'ont jamais chômé devant cette tâche), il y a cependant une différence fondamentale avec les époques antérieures, c'est que l'informatique porte aujourd'hui cette capacité de prévention et de surveillance à des degrés qui étaient tout à fait inimaginables.

Un cas limite mais qui illustre à la perfection ce *principe de prévention* qui est à la base du nouveau totalitarisme est celui des drones utilisés, entre autres, par l'armée des États-Unis d'Amérique. Comme le montre Grégoire Chamayou dans un excellent livre qui a pour titre *Théorie du Drone*<sup>2</sup>, le principe de prévention repose sur un colossal recueil de données et sur leur traitement, aussi exhaustif que véloce.

Si les drones n'étaient équipés que de caméras pour localiser leurs cibles, d'armement pour les détruire et de programmes informatiques pour traiter l'information qu'ils recueillent et pour calculer la trajectoire de leurs missiles, ils seraient déjà bien redoutables. Mais ce qui les rend énormément plus mortifères et liberticides c'est qu'ils ne constituent qu'un minuscule élément

Sculpture d'Anne-Emmanuelle Micucci.  
marginarts.wordpress.com



d'un vaste et complexe dispositif de surveillance qui leur transmet des informations recueillies à partir de multiples sources telles, par exemple, que les communications verbales ou écrites qui sont exhaustivement collectées et archivées pour toujours par les agences de sécurité. Or, pour ne mentionner que la seule Agence Nationale de Sécurité des États-Unis, il faut savoir qu'elle archive chaque jour quelque 2000 millions de courriers électroniques, d'appels téléphoniques, et de messages de WhatsApp, etc.

Si le drone représente une des illustrations les plus frappantes du *principe de prévention*, c'est parce que l'une de ses fonctions

consiste en l'élimination (assassinat) prophylactique des sujets potentiellement dangereux, sans jugement préalable ni démonstration de culpabilité. L'élimination des « suspects » avant qu'ils n'aient fait quoi que ce soit dont on puisse les accuser dilue jusqu'à la faire disparaître totalement la différence entre « suspect » et « coupable ». La sanction n'étant pas motivée par ce que *l'on a fait* mais par ce que *nous aurions pu faire* si nous n'en avions pas été empêchés, la présomption d'innocence perd toute raison d'être. À partir de l'instant où le *principe de sécurité* est devenu l'évangile de l'action politique institutionnelle, ce sont tous les principes du droit libéral qui s'en trouvent invalidés.

La sanction s'applique à partir de l'*intention présumée* de commettre un acte sans attendre qu'il soit commis. Cela n'est pas nouveau, mais aujourd'hui pour prévenir le délit il ne faut plus comme par le passé interroger les intentions du sujet, d'ailleurs il n'est même pas nécessaire qu'existe la moindre intention car ce sont des *algorithmes de traitement de données* qui sont censés permettre l'action préventive, avec tous les risques d'erreur que cela comporte.

En effet, le risque ne se détecte pas en fonction des comportements du sujet, mais à partir d'algorithmes de traitement de l'information qui détectent des configurations de conduites à risque à partir des données recueillies au sein d'une population. N'importe qui se convertit automatiquement en suspect si son profil s'inscrit dans l'une de ces configurations, et il suffit alors de le localiser, de le surveiller, et, si nécessaire, de l'éliminer avant qu'il n'ait la possibilité d'agir. Aujourd'hui le fait de coïncider avec un certain profil équivaut dans certaines régions du globe à une condamnation à mort et à une prompte exécution.

Précisons que dans nos villes, éloignées des zones de guerre et dont la surveillance repose encore sur des réseaux assez denses de caméras fixes, quelques drones équipés de dispositifs qui multiplient les angles de vision grâce à l'interconnexion d'une batterie de caméras permettront bientôt, moyennant l'archivage total des images, l'usage de programmes sophistiqués de recherche d'images, couplés à des programmes de totalisation des perspectives, de remonter dans le temps les séquences d'images pour savoir, par exemple, d'où venait telle personne repérée en tel lieu et avec quelle autre personne elle s'était rencontrée auparavant. Malheureusement, il ne

s'agit pas de science-fiction, et si l'on ajoute à cela qu'un téléphone portable indique en permanence le lieu où il se trouve, et que ce téléphone est aussi un microphone qui peut être activé à distance pour enregistrer et transmettre les conversations qui ont lieu dans son rayon d'écoute ou que chaque usage d'internet est lié à une identité numérique bien précise, on comprendra à quel point la réalité dépasse parfois la fiction lorsqu'il s'agit de construire l'État sécuritaire.

À bien y réfléchir, l'État sécuritaire c'est finalement l'État à l'état pur. Délesté de ses fonctions classiques, n'ayant plus à s'occuper, par exemple, de l'économie nationale devenue l'apanage d'un capitalisme mondialisé, informatiquement interconnecté, et régulé à partir d'algorithmes de traitement de l'information et de prise de décision, l'État se rabat sur la fonction de contrôle/surveillance de la population et sur la *fonction de police*, ce qui fait que dans le cadre du nouveau totalitarisme l'usage de la force est appelé à devenir sa principale prérogative.

#### L'EFFONDREMENT D'UNE VISION DU MONDE

Parallèlement à la mise en place d'un totalitarisme de nouveau type rendu possible par la digitalisation du monde, la situation dans laquelle s'inscrit l'anarchisme contemporain se définit aussi par le *délitement de l'idéologie des Lumières* et la mise à mal des grands principes qui ont charpenté l'imaginaire de la modernité au sein duquel l'anarchisme a bataillé pendant plus d'un siècle et qui ne pouvait qu'influencer sa propre vision du monde, même s'il ne l'assumait pas sans nuances.

Parmi ces grands principes figurent, notamment, l'hyper-valorisation de la raison, ainsi qu'un universalisme qui postule le caractère absolu des valeurs, ou encore l'affirmation de la centralité et de l'autonomie d'un sujet transparent à sa propre conscience, sans oublier la croyance en un progrès qui se trouve fermement garanti par le sens de l'histoire, et qui s'inscrit au sein d'une eschatologie laïcisée.

L'hyper-valorisation de la raison attribuée à celle-ci la faculté de guider l'histoire dans la bonne direction, qui ne saurait être autre, si elle obéit effectivement aux injonctions de la raison, que celle du progrès et de l'émancipation. Dire que c'est la raison qui

assure la marche de l'histoire humaine vers plus de progrès revient à établir une relation *de nature intrinsèque* entre la raison et le progrès. La raison est directement productrice de progrès, de même qu'elle s'avère *directement émancipatrice* puisque c'est sous sa direction que l'histoire nous fait avancer inéluctablement vers la liberté.

Ne se contentant pas de réfuter la conception téléologique de l'histoire qui sous-tend le rapport entre raison et progrès postulé par l'idéologie de la modernité, la critique contemporaine, souvent qualifiée de *postmoderne*, soutient que la raison, réputée émancipatrice par nature, produit en réalité certains effets de type totalitaire. Cela tient, notamment, au fait que la raison est, entre autres choses, un dispositif d'annihilation des différences, non pas des différences inégalitaires, mais de celles qui relèvent de la diversité et des singularités présentes dans tous les domaines. Car dans la mesure où la raison ordonne, classifie, universalise, et unifie elle ne peut que réduire, neutraliser et supprimer les différences qui résistent à ces opérations, ou ce qui dans chaque élément est en surplus une fois qu'il a été inclus comme une unité dans sa catégorie d'appartenance.

La foi dans le progrès, qui caractérise l'idéologie des Lumières, implique que le présent est, nécessairement, inférieur à ce qui existera dans le futur, à condition bien sûr que l'on ne contrarie pas les injonctions de la raison. L'idée selon laquelle, sous la bannière de la raison, l'être humain peut diriger l'histoire plutôt que de la subir, signifie que le présent est investi de la responsabilité de façonner l'avenir. Cela subordonne le présent à l'avenir et le transforme en simple *temps utile* pour le futur. Utilitariste autant qu'éschatologique, cette croyance conduit à l'élaboration de « grands récits » qui encouragent l'espérance, et promettent une sorte de rédemption finale dans un avenir radieux.

Ainsi, l'espérance devient tout à fait légitime, et la grande promesse que renferme l'avenir rend supportables toutes les souffrances que nous prépare le présent. C'est en suivant ce principe que les discours émancipateurs du XIX<sup>e</sup> siècle ont dessiné un horizon plus ou moins lointain où nous attend la conquête définitive du bonheur.

Cependant, la critique contemporaine nous fait remarquer que si la modernité promettait dans son discours programmatique le

progrès social et la sage maîtrise de la nature, elle est bien loin d'avoir tenu ses promesses, car Mauthausen, Hiroshima, l'épuisement des ressources de la planète et l'anéantissement des cultures minoritaires sont quelques-uns des résultats qu'elle a engendrés. Puis, cette même critique enchaîne sur le caractère trompeur des formulations eschatologiques et sur la constatation qu'aujourd'hui elles sont en franche perte de vitesse.

En fait, il est vrai que les grands récits émancipateurs ne séduisent plus l'imagination et que l'horizon d'espérance qu'ils dessinaient, la grande promesse qu'ils annonçaient, ont cessé d'être crédibles. Évoquant le fameux *carpe diem* des hédonistes, le sentiment que le présent ne doit pas être hypothéqué aux promesses de l'avenir et qu'il faut vivre aujourd'hui ce qui ne peut plus être garanti par d'illusoires lendemains, est un sentiment qui envahit peu à peu tous les secteurs de la société. Le présentisme, le désir d'extraire toute la richesse possible du moment actuel et de le consommer à l'instant se substituent au sacrifice qui consiste à investir pour l'avenir, d'autant plus qu'aucun avenir prometteur n'est désormais garanti.

Bref, il apparaît de plus en plus clairement que les grands principes de la modernité n'étaient que de simples histoires qui cherchaient à légitimer une époque, et que les grands récits étaient des récits trompeurs qui dissimulaient d'énormes effets du pouvoir et des pratiques d'assujettissement. Quand bien même la critique postmoderne n'aurait eu pour seul effet que celui de mettre à nu les travers de l'idéologie de la modernité, il convient de lui en savoir gré.

#### LES EFFETS SUR L'ANARCHISME CONTEMPORAIN

Si d'un point de vue théorique on peut soutenir que les deux grandes caractéristiques de la situation dans laquelle s'insère l'anarchisme contemporain – totalitarisme de nouveau type, et postmodernité – ont *nécessairement* des répercussions sur celui-ci, il reste à vérifier sur le terrain des faits ce qu'il en est réellement.

Or il semble bien que cela en soit ainsi en ce qui concerne les effets de l'actuel *délitement de l'idéologie des Lumières* ainsi que des changements survenus au sein d'un capitalisme auquel la révolution digitale imprime de nouvelles formes. Sensible, comme il ne

pourrait en être autrement, à ce qui s'est produit ces dernières décennies dans la sphère idéologique et dans la sphère matérielle, on pourrait dire que l'anarchisme s'est lui-même *post-modernisé*. En effet, on trouve dans des secteurs de l'anarchisme contemporain, dont j'oserai dire qu'ils sont chaque fois plus nombreux, certains aspects qui entrent en résonance avec ce que recouvre cette étiquette aux contours, il est vrai, assez flous.

D'une part, on peut déceler dans une bonne partie de l'anarchisme contemporain un net rejet des « grands récits » forgés par une eschatologie laïcisée et qui étaient encore fort appréciés quelques décennies auparavant. Il s'agit d'une incrédulité doublée de méfiance envers tous les discours qui remettent les récompenses au long terme et qui incitent à sacrifier le présent au futur.

D'autre part, l'anarchisme se perçoit chaque fois plus clairement comme n'étant lui-même qu'une *singularité* parmi d'autres, abandonnant ainsi toute tentation hégémonique et ne se considérant nullement comme étant valable pour tous les êtres humains. Cela met fin, notamment, à l'idée que, les principes anarchistes sont finalement les meilleurs et que, tout en étant extrêmement respectueux par nature envers la diversité, ce sont eux qui devraient informer l'ensemble de la société. Renonçant à toute prétention universaliste, l'anarchisme sait aussi que les moments de plus forte mobilisation populaire autour de lui seront toujours éphémères, et qu'il ne peut y avoir que des situations *temporairement anarchistes*, qui ne sont autres que celles où se produit une réelle *négation du pouvoir*.

Cependant, en même temps qu'il se perçoit comme n'étant lui-même qu'une singularité parmi d'autres, il tend aussi à reconnaître plus volontiers qu'il ne le faisait naguère les *multiples singularités* qui le peuplent, et même à les privilégier en tant que telles, que ce soit sous forme de véganisme, d'anarcha-féminisme, de mouvance *queer*, d'antispécisme, d'anarchisme vert, de communisme libertaire, de mouvance autonome, etc. Cette profusion de singularités au sein de l'anarchisme excite, bien entendu, ce que Michel Serres nomme la « libido d'appartenance », chacun et chacune se définissant en fonction de sa singularité et raidissant son rapport aux autres, ce qui ne va pas sans exacerber les tensions et conflits internes au mouvement.

En troisième lieu, c'est sous le signe de la fragmentation, de la fluidité, de la multiplicité, de l'hétérogénéité, structurées sur le modèle des réseaux, que se placent aujourd'hui nombre de collectifs anarchistes. Ils prennent la forme de groupements autonomes, qui sont reliés entre eux de façon diffuse et qui se rejoignent sur des interventions concrètes, mais, qui se refusent à se laisser séduire par le mythe, fort heureusement tombé en désuétude, de la grande organisation politique qui serait censée unifier les forces révolutionnaires libertaires et qui engloberait la totalité des luttes pour en décupler la puissance.

Enfin, on peut observer également comment la traditionnelle insertion des luttes dans la sphère de l'idéologie politique se déplace vers leur ancrage dans des problèmes spécifiques et dans le concret. Les pratiques prennent, pour ainsi dire, le devant sur le discours, et l'immédiat prend, quant à lui, le pas sur les projets « à terme indéfini ». Cependant, il s'agit de « l'immédiat » dans son double sens de « temporel » (c'est-à-dire maintenant), et de « spatial » (c'est-à-dire, ici même). Les réalisations pratiques, parce qu'elles ont lieu par définition dans *l'ici et le maintenant*, indiquent, par ce fait même, qu'elles ne se situent pas dans la seule sphère idéologique, et qu'elles ne se reportent pas à un quelconque futur, mais bien au moment présent.

Ainsi, le principe actif, le moteur, qui anime les combats anarchistes ne mobilise plus l'imaginaire « d'avancer vers... » (que ce soit le grand soir, l'avènement de l'utopie, une société sans classes, l'émancipation enfin atteinte, etc.), mais plutôt celui de « bloquer, de court-circuiter, ou de contourner le pouvoir » ici même et tout de suite.

Ces *effets pratiques à caractère immédiat* visent les populations, à travers les luttes ancrées sur des territoires spécifiques (quartiers, villages etc.), ou bien sur des objectifs précis (logement, dispensaires populaires, écoles, etc.) en cherchant à obtenir des résultats tangibles qui se répercutent sur la vie des gens ici et maintenant.

Ils visent aussi le tissu anarchiste lui-même, en créant, par exemple, des espaces fonctionnant différemment de la société qui les entoure, et hors du contrôle de l'État. Ces espaces peuvent constituer aussi l'occasion de développer des pratiques de *participation nulle*, ou de *degré zéro de participation*, qui consistent, par exemple, à désertier les pratiques économiques normales telles que

le travail, à développer des activités économiques hors du marché du travail, à vivre en marge du monde de la consommation, de la marchandise et du salariat, même si cela oblige à se contenter de maigres ressources. Il s'agit en fait de cesser de contribuer à la reproduction de l'existant comme l'une des formes de lutte pour en finir avec lui et le transformer.

Que ce soit à travers l'action pratique à effets immédiats au sein des populations, ou bien au sein du tissu anarchiste lui-même, il est clair que la *création de fissures* dans l'épaisseur de la réalité instituée constitue un bon moyen pour favoriser la naissance d'une alternative à ce qui existe et qui nous assujettit.

Tout ce qui a été énuméré jusqu'ici indique des changements dans l'anarchisme qui répondent au *nouvel état du monde*. Cependant, s'il est vrai que l'anarchisme s'est en partie *postmodernisé*, il est également vrai qu'il y a aussi des éléments qui sont demeurés stables parce qu'ils représentent des principes *constitutifs* de l'anarchisme.



Rafaëlle Gandini Miletto. Photographie. Barcelone, 2012. (CC BY SA)

Ainsi, prenant pour socle invariable le rejet radical de la domination et de l'oppression (ce qui inclut donc aussi bien la lutte contre l'exploitation économique que l'exigence de liberté dans l'égalité), l'anarchisme fait de l'*auto-organisation*, un de ses principes constitutifs les plus distinctifs. Et, dans la mesure où l'auto-organisation place le locus des décisions concernant les luttes au sein même de ces luttes, faisant en sorte que les décisions soient élaborées en commun et directement par les collectifs qui y sont physiquement engagés, cela entraîne tout naturellement une fin de non-recevoir absolument intransigeante et la porte close face à toute consigne qui proviendrait de l'extérieur des luttes.

Cela dit, en tant que l'auto-organisation est à chaque fois un phénomène nécessairement *singulier*, résultant des décisions et des particularités propres à chacune des entités qui s'auto-organisent, elle implique directement, ou si l'on préfère, de façon *inhérente*, la reconnaissance de la *multiplicité*, de la diversité et du changement comme autant de traits qui sont également constitutifs de l'anarchisme.

Ajoutons, pour conclure ce survol, que l'anarchisme contemporain manifeste aussi, à l'égal de celui d'époques antérieures, une *résistance corrosive* face au système établi. Il s'agit, en effet, que chaque individualité anarchiste se constitue comme étant elle-même *une brèche*, comme le lieu premier de toute résistance. Qu'elle prenne forme d'un anticorps qui résiste à la phagocytation par le système, en tâchant de se rendre immune aux séductions et à l'absorption par celui-ci. Un anticorps face à la pensée unique et aux valeurs du système, certes, mais un anticorps, pour ainsi dire « virulent » et « agressif » qui soit aussi corrosif et dangereux que possible envers tout ce qui domine et opprime.

Il s'agit de préserver le virus de la révolte, de la critique et de la contestation du Pouvoir, mais aussi de la lutte contre lui. Et à partir de là il reste à miser sur la propagation virale, de proche en proche, sur le modèle de la contagion. Cela évoque, bien sûr, la propagande par l'exemple, les actions exemplaires, car l'anarchisme loin de s'apprendre dans les livres (ils viennent après ou en même temps, mais rarement avant), devient contagieux par l'exemple, et par les pratiques partagées.

Voyons maintenant si ce qui me semble constituer un deuxième grand trait de l'époque actuelle, à savoir la mise en place

d'un totalitarisme de nouveau type rendu possible par la digitalisation du monde, produit lui aussi des effets sur l'anarchisme contemporain.

Bien entendu, la question n'est pas de savoir si les anarchistes ont recours ou non aux outils informatiques, ni même s'ils se montrent favorables ou hostiles à cette technologie. Le temps des débats à propos du « *couteau à double tranchant* », c'est-à-dire autour des dangers et des avantages des outils informatiques est largement révolu car une grande partie de ces dangers et de ces avantages se trouve déjà à l'œuvre indépendamment de ce que nous puissions en penser, et indépendamment du fait que nous nous abstenions ou non de participer et de nous impliquer dans l'usage des outils informatiques.

Car, quitte à me répéter, il ne fait aucun doute que le monde dans lequel nous existons, notre cadre de vie, se trouve sous l'emprise du digital et il semble que nous n'ayons d'autre issue que de "*faire avec*" si nous voulons y vivre. S'il est déjà extraordinairement difficile de vivre, de nos jours et sous nos latitudes, sans avoir recours d'une manière ou d'une autre, à l'électricité et aux dérivés du pétrole (carburants et autres), il est devenu tout à fait impossible de nous maintenir en marge de l'informatique, de ses dérivés et de ses applications.

La question qui se pose est plutôt celle de savoir si la digitalisation du monde agit, non pas sur les anarchistes en tant qu'individus car ils ne peuvent pas y échapper, mais sur eux *en tant qu'anarchistes*, c'est-à-dire sur leurs pratiques et leurs perspectives militantes, bref, sur leur façon d'être et de faire, au sein de ce nouveau contexte que la digitalisation construit à marches forcées.

La réponse me semble assez claire : il y a bien un « souci informatique » chez les anarchistes contemporains, le fait que certains d'entre eux grossissent les rangs des hackers ou assimilés en fournit un signe assez éloquent. En fait, c'est sur un quadruple plan que ce souci se manifeste.

Tout d'abord, à partir d'une visée offensive qui fait de l'informatique un instrument de lutte contre le système, certains anarchistes tentent, dans une modalité hacker qui n'est certes pas à la portée de tout le monde, de perturber et de saboter le fonctionnement de « l'informatique de la domination », et d'accéder, par exemple, aux secrets des corporations économiques et des services d'État pour les rendre publics.

Ensuite, dans une perspective défensive, de plus en plus d'anarchistes s'efforcent de divulguer les précautions indispensables pour éviter, ou du moins pour réduire, les risques attendant au contrôle digital, d'une part, et pour entraver les transmissions de données vers les grandes corporations du capitalisme digital, d'autre part. Face à la transparence pratiquement totale qu'impose la digitalisation il s'agit de ménager des zones d'ombre et d'opacité susceptibles d'offrir une certaine sécurité face à *l'œil qui voit tout* et à *la mémoire qui garde tout*, et de bloquer le recueil permanent de nos données pour des finalités lucratives. En ce sens, certains camarades s'affairent à construire des dispositifs qui permettent d'échapper à la logique commerciale liée à la collecte de données sur nos comportements.

Simplement utilitaire, le troisième plan où se manifeste le souci informatique consiste à utiliser les instruments fournis par les technologies digitales afin de faciliter et d'accroître l'efficacité des activités militantes, en gardant toujours à l'esprit le principe de précaution qui doit présider à l'usage de ces outils et conduire à les sécuriser autant que faire se peut. Il est indéniable qu'une bonne partie des pratiques militantes s'appuie aujourd'hui sur les divers outils que la digitalisation met à notre portée, de même que l'utilité de ces outils est incontestable dans beaucoup de situations, telles par exemple que la diffusion d'informations dans les pays dictatoriaux.

Le quatrième plan renvoie à un travail de formation. En effet, satisfaire à *l'exigence pédagogique* est une autre des activités qui révèlent le souci informatique dans les milieux anarchistes. C'est ainsi, par exemple, que de nombreux collectifs libertaires organisent dans les centres autogérés des ateliers d'*alphabétisation informatique* et d'enseignement des techniques de protection face au contrôle digital.

Cependant, si la présence du « souci informatique » parmi les anarchistes contemporains ne laisse aucun doute lorsque l'on observe leurs pratiques, il est moins sûr que le souci devant la rapide et massive montée du *nouveau totalitarisme* soit tout aussi présent dans leurs préoccupations et dans leurs pratiques.

Il est évident que la première chose qui s'impose pour pouvoir lutter contre un danger est, tout bêtement, de le percevoir et c'est pourquoi il me semble urgent de faire avancer dans nos milieux la

*conscience du danger totalitaire* en impulsant un nouvel axe de mobilisation et d'agitation centré spécifiquement sur ce danger. À mon sens, il est indispensable de développer aujourd'hui un activisme similaire à celui que déployèrent les libertaires dans la période charnière entre le dix-neuvième et le vingtième siècle lorsqu'ils essayaient d'expliquer aux travailleurs les mécanismes de l'exploitation et tentaient de promouvoir des formes de résistance.

S'il est certain, de mon point de vue, que le totalitarisme de nouveau type qui s'avance vers nous est d'une telle envergure qu'il faut tout mettre en œuvre pour le freiner, il est également vrai que nous avons d'énormes difficultés à dessiner des lignes de résistance et à entrevoir quels outils pourraient être efficaces contre son instauration. Peut-être faudrait-il nous inspirer du *principe de prévention* sur lequel il repose, mais en opérant un détournement de celui-ci. Si, comme l'énonce ce principe, on peut modifier le futur en discernant ses traces dans le présent et en agissant sur elles, c'est bien *ici et maintenant* qu'il faut lutter contre lui, même s'il n'est pas encore pleinement réalisé. Bien sûr cela ne nous dit pas comment faire, mais si une chose me semble certaine c'est que pour tenter de désactiver ce qui pointe de façon menaçante dans le futur, une première action sur le présent consiste à y propager une forte conscience de *l'imminence et de la nature de ce totalitarisme*.

Faire comprendre quelle est la dimension du danger qui nous menace représente, à mon sens, l'une des tâches les plus urgentes à mener si nous voulons construire la résistance qui seule pourra l'enrayer et l'empêcher de stériliser toutes les autres luttes. Ma façon de le combattre consiste, notamment, à braquer l'attention sur lui, en écrivant, par exemple, des articles comme celui-ci.

**Tomás Ibáñez**

Notes :

1. Daniel Colson, « Les brèches de l'histoire », *Réfractions* n° 28, 2012, pp. 80-81.

2 Grégoire Chamayou, *Théorie du Drone*, Paris, La Fabrique, 2013.